

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 583 / Septembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^E TRIMESTRE 2019

Le climat des affaires se reprend

Un ICA toujours favorable

Au deuxième trimestre 2019, l'environnement des affaires s'inscrit dans une trajectoire favorable. En hausse de 6,4 points par rapport au trimestre précédent, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 108,4 points, soit 8,4 points au-dessus de sa moyenne de longue période.

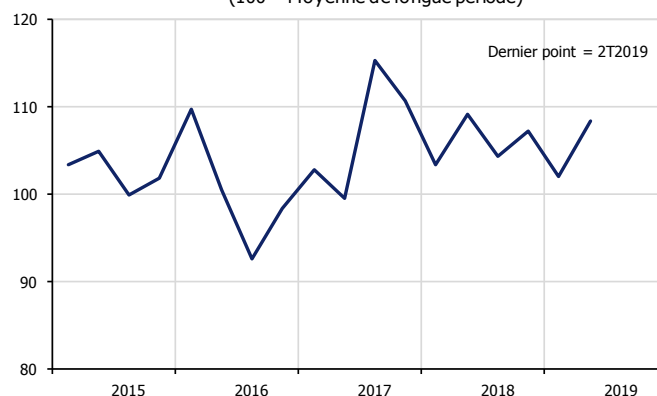
Cette amélioration s'explique par l'optimisme des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir (+3,6 points), mais aussi par leurs appréciations favorables sur les réalisations du 2^e trimestre (+2,8 points).

L'ICA demeure ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période depuis plusieurs trimestres, témoin d'une perception plutôt favorable de la conjoncture économique par les entreprises.

Au cours du trimestre, la consommation des ménages ralentit, accompagnée d'une légère hausse des prix. Après l'effet de rattrapage observé en début d'année, les importations retrouvent un niveau et une évolution plus conformes à ceux observés aux trimestres précédents. Les intentions d'investir, à un niveau élevé depuis sept trimestres, se renforcent. Enfin, la demande d'emploi se maintient à la hausse.

L'activité globale reste mitigée mais s'améliore par rapport au trimestre précédent, laissant entrevoir des perspectives favorables au prochain trimestre.

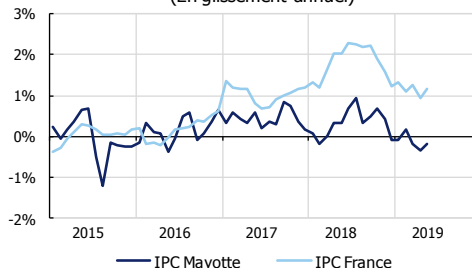
Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une légère hausse des prix portée par l'énergie

Indice des prix à la consommation
(En glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une légère hausse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement portée par l'inflation de l'énergie (+5,5 %) et, dans une moindre mesure, par celle des services et de l'alimentation (respectivement +0,5 % et +0,3 %). En revanche, les produits manufacturés diminuent de 1,7 %.

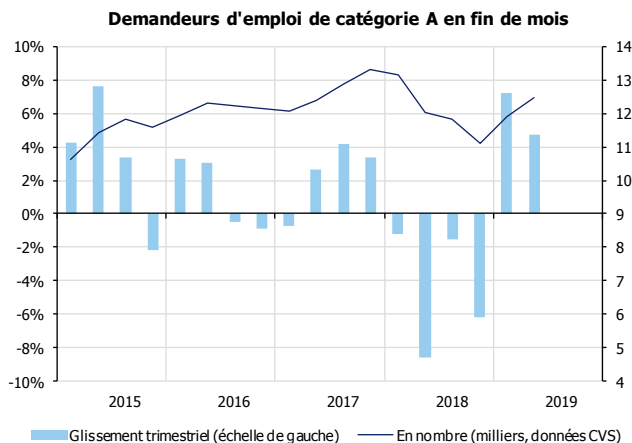
En glissement annuel, l'inflation dans l'Hexagone est de 1,2 %. À Mayotte, l'IPC diminue légèrement de 0,2 %, tiré par la déflation des produits manufacturés (-4,3 %) tandis que l'énergie, les services et l'alimentation s'accroissent respectivement de 4,5 %, 1,7 % et 0,1 %.

La demande d'emploi se maintient à la hausse

La progression de la demande d'emploi amorcée lors du trimestre précédent se prolonge au deuxième trimestre. Ainsi, Pôle emploi recense 12 468 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A), soit 4,7 % (CVS) de plus que le trimestre précédent.

Toutes les classes d'âges sont affectées par cette augmentation. Le nombre de DEFM A s'accroît de 3,4 % pour les moins de 25 ans, de 3,1 % pour les 25-49 ans et de 2 % pour les plus de 50 ans. Cette progression est légèrement plus marquée pour les hommes (+4,8 %) que pour les femmes (+4,6 %).

En glissement annuel, la demande d'emploi progresse de 3,7 % (CVS). Cette hausse concerne toutes les catégories d'âges, à l'exception des moins de 25 ans, dont le nombre de DEFM A régresse de 1,1 % par rapport au 2^e trimestre 2019.



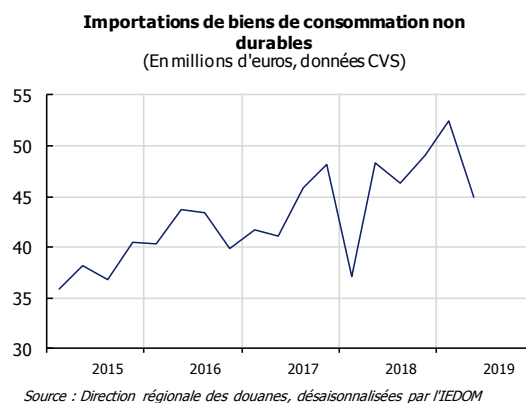
Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

La consommation des ménages ralentit

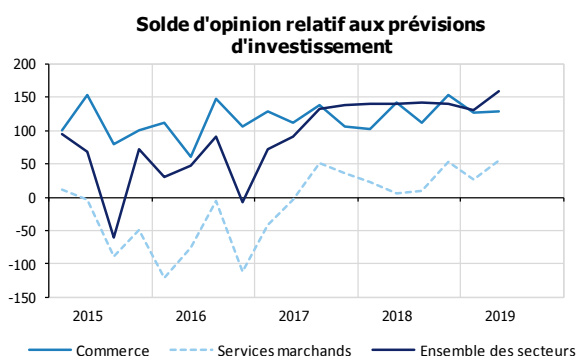
Au 2^e trimestre 2019, la consommation des ménages est mitigée. Alors que les importations de produits courants¹ et de biens d'équipement du foyer se contractent (respectivement -14,5 % et -30,2 %, CVS, par rapport au 1^{er} trimestre 2019), les immatriculations de véhicules neufs croissent de nouveau (+18,9 %). Cependant, ces évolutions sont à nuancer, compte tenu de l'envolée artificielle des importations enregistrées en début d'année 2019, due au rattrapage des livraisons de conteneurs retardés.

Comme en 2018, ce deuxième trimestre 2019 incluait le ramadan, période normalement propice à une dépense accrue des ménages. Cependant, l'analyse en variation annuelle indique que la consommation des ménages a été moins soutenue que l'année précédente sur cette même période. En effet, l'évolution en glissement annuel s'inscrit à la baisse pour les importations de produits courants (-7,1 %) et celles de biens d'équipement (-9,4 %). Pour leur part, les immatriculations de véhicules neufs ont augmenté de 26,1 % par rapport au 2^e trimestre 2018.

S'agissant de l'activité bancaire des ménages, les crédits à la consommation maintiennent leur progression (+4,7 % sur le trimestre et +19,6 % sur un an). Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont en repli de 1 %, que ce soit le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire ou les retraits de carte bancaire.



Rebond des intentions d'investir



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

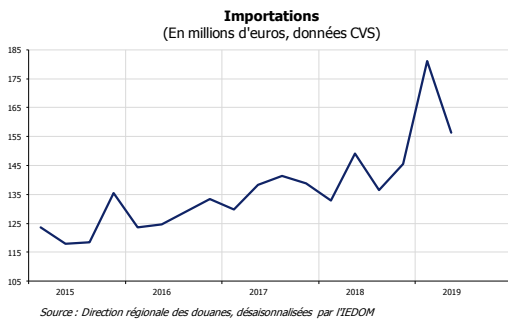
Après sept trimestres de relative stabilité à un niveau élevé, les prévisions d'investissement se renforcent au cours du 2^e trimestre (+27,4 points), et particulièrement dans le secteur des services marchands (+29 points). Cet élan témoigne de l'optimisme des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs affaires pour les trimestres à venir.

En parallèle, l'encours global des crédits accordés aux entreprises progresse de 1,8 % par rapport au trimestre précédent, soit une hausse significative sur l'ensemble de l'année (+9,4 %). Ce dynamisme s'explique en partie par la reprise des crédits à l'investissement (+4,4 %). Seuls les crédits à l'habitat pâtissent d'un léger repli (-1,1 %), mais leur évolution en glissement annuel reste largement positive (+32,1 %).

Après un premier trimestre bien orienté, les importations de biens d'équipement professionnels et de biens intermédiaires enregistrent une baisse de 13,2 % et de 7 % (CVS). Ce fléchissement s'explique essentiellement par l'effet statistique enregistré au trimestre précédent. En glissement annuel, la valeur totale des importations du 2^e trimestre 2019 est supérieure à celle du 2^e trimestre 2018. Ainsi, les importations de biens d'équipement professionnels s'accroissent de 20,5 %, et les importations de biens intermédiaires ont progressé de 4,3 %.

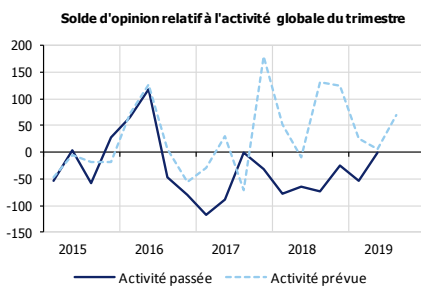
¹ Les produits courants recouvrent l'ensemble des produits de consommation non durables.

Les importations retrouvent un niveau et une évolution ordinaires



Faisant suite à l'effet statistique du 1^{er} trimestre, les importations retrouvent un niveau et une évolution plus ordinaires au deuxième trimestre 2019. Une baisse de 13,7 % est ainsi enregistrée par rapport au trimestre précédent. Mais en glissement annuel, les importations s'inscrivent toujours dans une tendance haussière (+4,8 % par rapport au 2^e trimestre 2018). Cette évolution concerne aussi bien les importations à destination des ménages que des entreprises.

Une timide reprise de l'activité

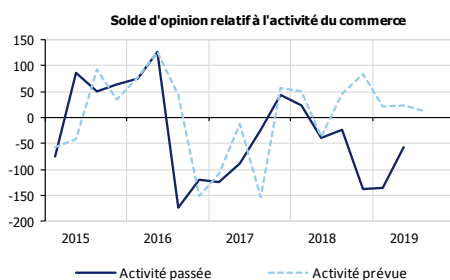


Après un début d'année plutôt morose, l'activité reprend au 2^e trimestre. Si elle est toujours perçue négativement, elle s'est toutefois bien améliorée, retrouvant presque un niveau positif. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise anticipent une activité favorable, avec des prévisions d'embauches et des intentions d'investir bien orientées. Malgré ces prévisions encourageantes, les chefs d'entreprise gardent un point de vigilance sur l'évolution de leur trésorerie, à flux tendu, en raison de délais de paiement structurellement longs sur le territoire.

Une amélioration à surveiller pour le BTP

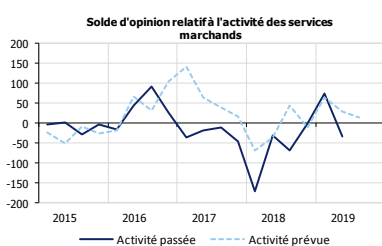
Après un premier trimestre mal orienté, le secteur du **BTP** note un regain d'activité. Les chefs d'entreprise du secteur attestent d'une amélioration des charges et déclarent un besoin d'embaucher pour faire face au nombre croissant de chantiers à assurer. Ils anticipent par ailleurs une progression de leur activité sur le prochain trimestre et des intentions d'investir à la hausse. Les importations croissantes de ciment attestent de l'expansion de leur activité, elles augmentent de 11,8 % en variation trimestrielle et de 20,5 % sur un an. Néanmoins, ils restent prudents sur l'état de leur trésorerie : si les prévisions d'embauche se concrétisent, les entreprises s'exposent à une croissance de leurs charges, alors que les délais de paiement demeurent structurellement longs dans ce secteur. Ainsi, la conjoncture bien orientée anticipée pour le prochain trimestre risque d'être compromise en cas de dégradation des trésoreries dans le secteur.

Des résultats contrastés pour le commerce



Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les professionnels du **secteur commercial** portent un jugement défavorable sur leur activité au deuxième trimestre 2019. Cette mauvaise orientation s'explique principalement par des charges d'exploitations et des trésoreries dégradées. En revanche, l'emploi, les délais de paiement et les prévisions d'investissement sont nettement mieux orientés. Dans ce contexte, les chefs d'entreprise anticipent un léger rebond de l'activité au prochain trimestre.

Les services marchands en proie aux difficultés d'embauche



La poursuite de l'amélioration de l'activité, anticipée par les chefs d'entreprise du **secteur marchand** au 1^{er} trimestre 2019, ne s'est pas vérifiée au deuxième trimestre, l'activité s'étant plutôt dégradée. Pourtant, les autres indicateurs sont en nette amélioration. Ainsi, le poids des charges semble s'amoinrir, les trésoreries se consolident et les prévisions d'investissement sont maintenues à la hausse. Le repli des embauches atteste de la difficulté des entreprises à recruter de la main-d'œuvre qualifiée, ce qui pénalise l'ensemble du secteur. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise prévoient une stabilisation de leur activité et de leur trésorerie.

La conjoncture régionale et internationale

DES ÉCONOMIES RÉGIONALES CONTRASTÉES

L'économie sud-africaine rebondit au deuxième trimestre 2019, avec une croissance de 3,1 % du PIB en volume (en rythme trimestriel annualisé) après -3,1 % le trimestre précédent. Les principaux moteurs de cette croissance sont l'industrie minière, l'immobilier, les services aux entreprises et les services publics. Sur le deuxième trimestre, la consommation des ménages augmente de 2,8 % et l'investissement de 6,1 %. Lors de sa dernière décision de politique monétaire en juillet 2019, la Banque centrale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019, à 0,6 % en moyenne annuelle après une croissance déjà atone en 2018 (+0,8 %). Dans ce contexte, le taux directeur a été abaissé de 0,25 point à 6,5 % en juillet 2019.

Au deuxième trimestre 2019, la fréquentation touristique aux Seychelles poursuit sa bonne orientation, avec une hausse sur un an de 6,7 % (+10,7 % au premier trimestre 2019). Autres sources de recettes extérieures, les exportations de produits de la pêche se contractent de 17,7 % sur un an, après un net bond de 42 % le trimestre dernier. Parallèlement, l'investissement reste dynamique comme en témoigne la hausse de 12,8 % des importations de biens d'équipement (après +24,6 % au trimestre précédent).

Les perspectives économiques de Madagascar pour 2019 sont favorables selon le FMI. La croissance devrait dépasser 5 % cette année, après +5,2 % en 2018 (la plus élevée au cours de ces dernières années). Cette bonne orientation repose principalement sur le dynamisme de l'activité du secteur privé et profite d'une inflation qui décélère ces derniers mois. Dans ce contexte économique stabilisé, la banque centrale maintient son taux directeur pour les opérations à un an de maturité à 9,5 %, ainsi que le coefficient des réserves obligatoires à 13,0 %.

La croissance économique de l'île Maurice marque le pas au premier trimestre 2019, avec une légère hausse de 0,1 % du PIB en volume après +1,7 % au quatrième trimestre 2018 et +1,2 % au troisième trimestre. Ce coup de frein sur l'économie mauricienne provient d'un repli des exportations de biens et services (-8,3 % sur un an) et d'un ralentissement de l'investissement (+8,3 % après +18,6 % le trimestre dernier). Dans ce contexte, la Banque centrale assouplit sa politique monétaire en abaissant son taux directeur de 3,5 % à 3,35 % (août 2019).

Aux Comores, l'encours des crédits à l'économie baisse de 4,1 % à fin mars 2019 par rapport à fin décembre 2018. L'opinion des dirigeants de banque enquêtés révèle un solde négatif pour l'environnement économique au premier trimestre 2019. Toutefois, ils prévoient une amélioration de l'environnement économique au deuxième trimestre 2019.

Sources : Banques centrales, institutions nationales

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE AU RALENTI

Suite à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours du premier semestre 2019, les dernières perspectives mondiales du FMI ont une nouvelle fois été révisées à la baisse en juillet. La croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2019 et à 3,5 % en 2020 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril pour les deux années). La persistance des incertitudes liées au Brexit a également pénalisé l'activité alors que la montée des tensions géopolitiques (entre les États-Unis et l'Iran notamment) a favorisé la hausse des prix de l'énergie.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 0,5 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par un fléchissement de l'investissement privé et des exportations. Le FMI anticipe une croissance de 2,6 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage liée à un premier trimestre meilleur que prévu.

Dans la zone euro, la croissance du PIB a ralenti à 0,2 % au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. À fin juin, l'inflation demeure modérée (+1,3 %) tandis que le taux de chômage s'élève à 7,5 %, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB de la zone devrait ralentir à 1,3 % en 2019, contre 1,9 % en 2018, avant de rebondir à 1,6 % en 2020.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre 2019, conservant ainsi le même rythme qu'en début d'année. L'investissement accélère sur le trimestre (+0,9 % après +0,5 %) tandis que la consommation des ménages fléchit légèrement (+0,2 % après +0,3 %). Pour l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe un essor du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, le PIB a progressé de 0,4 % entre avril et juin 2019 après une hausse de 0,7 %. Si la consommation privée et l'investissement privé demeurent robustes, les exportations sont en recul. La croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019 (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait ralentir à 4,1 % dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,5 % en 2018). Cette prévision a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle d'avril, en lien notamment avec le ralentissement économique enregistré au Brésil (suite à l'incertitude concernant l'approbation de plusieurs réformes structurelles) et au Mexique (où l'investissement demeure faible et la consommation privée a ralenti). En Chine, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2019, soutenue par plusieurs mesures de relance.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2019.